

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISSANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne	80
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 6 DÉCEMBRE

La dictature de Gobseck

Quelle est la dette de la France ?
Un peu plus de trente milliards !
« C'est — ainsi que le déclare M. Pelletan dans son rapport sur la situation financière du pays — la dette la plus grosse du globe. »
Par qui est due cette effroyable, cette fantastique somme ?

Par nous tous.
Qui en paie les intérêts ?
Tous les contribuables. Mais surtout, et dans la plus forte proportion, ceux qui travaillent : petits bourgeois, artisans, paysans, ouvriers.
Mais, de ces trente milliards, successivement empruntés par les divers gouvernements qui ont dirigé les affaires de la France, combien a-t-on effectivement reçu ; quelle somme réelle, en monnaie sonnante et trébuchante ou en valeurs ayant cours, a été encaissée par le Trésor ?

Vingt-deux milliards et demi seulement !
Les sept autres milliards et demi, soit le quart de la dette totale, ont été laissés aux prêteurs, banquiers intermédiaires ou souscripteurs directs, à titre de boni, prime, prébende ou bénéfice.

Il s'ensuit que les trente milliards empruntés produisent trente pour cent d'intérêts (prime et intérêt officiel).

La dette de la France repose donc sur la plus formidable opération d'usure qui ait jamais été réalisée.

C'est pour payer ces trente pour cent que le paysan s'épuise sur sa glèbe, sur cette motte de terre que l'impôt dévore et dont l'hypothèque mange les restes.

C'est pour payer ces trente pour cent que l'artisan, petit industriel, petit commerçant, s'efforce désespérément de lutter contre l'envahissement meurtrier des grands bazards, des usines colossales, des ateliers géants, créés et soutenus par le capitalisme international.

C'est pour payer ces trente pour cent que s'éreinte l'ouvrier, chair à machine, quantité certes plus négligeable dans le phénomène de la production mécanique que ne l'était l'esclave antique tournant la meule pour le maître ou servant ses plaisirs.

Grâce à cette charge sur les épaules, trente-cinq millions d'êtres humains sont condamnés au travail sans merci, au travail de plus en plus accablant et dur pour un salaire de plus en plus insuffisant.

Et c'est pour rendre hommage à ces trente milliards, dont les prêteurs retirent trente pour cent, que, chaque jour, dans ces masses résignées, la misère, cette infatigable pourvoyeuse de la mort, fait des coupes sombres.

Cependant les représentants du peuple souverain, — dérisoire souverain, qui n'a même pas le droit de manger à sa faim, et qui peine et pâtit pour gaver les oisifs qui l'exploitent ! — rassemblés dans un palais, trouvent que tout est bien ; qu'à cette dette de trente milliards il serait bon d'ajouter encore quelques centaines de millions, ce qui permettrait de

donner aux banquiers une nouvelle prime ; que de ce corps anémié par les privations, affaibli par le travail excessif, on peut encore tirer quelques pintes de sang.

Et Gobseck, l'horrible Gobseck — qui est le véritable dictateur de cette République fin de siècle et fin de monde — aiguise son couteau pour tailler sur ce peuple déjà tondu, écorché, meurtri, un bon morceau de chair vive...

HENRI AIMEL.

L'intérêt des caisses d'épargne

Réduisons, dit M. Pelletan, l'intérêt servi aux clients des caisses d'épargne de 4 à 3.25.

Et, comme il résultera de cette réduction un boni de 17 ou 18 millions, nous verserons ce boni au Trésor pour aider le gouvernement à combler le déficit du budget.

Pour une bonne idée, voilà une bonne idée !

Quels sont les clients des caisses d'épargne ?

Ce sont les pauvres gens qui économisent sou par sou, et qui placent là leurs petites épargnes parce qu'ils ne parviennent jamais à réunir une somme assez grosse pour acheter de la rente ou des valeurs mobilières.

Or, on ne fait payer aucun impôt à ceux qui ont des centaines de mille francs de rente sur l'État, et l'on hésite justement à élever la taxe sur le revenu des valeurs mobilières... Et l'on prélèverait une taxe de vingt pour cent sur le revenu des caisses d'épargne, c'est-à-dire sur les économies péniblement amassées par le paysan, par l'ouvrier honnête, par le domestique, par le petit employé, par six millions de travailleurs qui s'imposent des privations pour mettre de côté un morceau de pain !

Avec raison le gouvernement s'oppose à une décision aussi inique, aussi immorale.

Nous savons bien que les radicaux réservent toutes leurs tendresses pour les alcooliques plus ou moins socialistes qui méprisent l'épargne, cette force de notre France.

Nous savons bien que les radicaux enveloppent la petite épargne dans leur haine contre tout ce qui ressemble au capital.

Mais nous espérons qu'il se trouvera néanmoins au Palais-Bourbon une majorité assez intelligente pour comprendre que voter les propositions de M. Pelletan et de ses amis ce serait commettre un véritable vol au préjudice de la classe la plus intéressante des contribuables.

A LA CHAMBRE

Vendredi, 5 heures soir.

M. Rouvier se considère, paraît-il, comme absolument hors de danger ; il faut reconnaître que le ministre des finances a retrouvé toute son arrogance, toute son audace.

Sa voix a de fiers accents, son geste est nerveux.

Peut-être se félicite-t-il trop tôt, car ni les impôts nouveaux ni l'emprunt ne sont encore adoptés et il ne paraît point aussi que tous les députés oublient leurs engagements aussi vite que le gouvernement.

Cependant, après la chaude lutte qui a eu lieu jeudi soir sur le taux de l'intérêt des Caisse d'épargne, la Chambre a paru brisée, lassée.

C'est donc sans émotion, sans passion, sans manifester ni joie, ni colère, qu'elle a entendu quelques orateurs développer des amendements sur le budget des recettes et qu'elle les a successivement repoussés.

M. Armand Després, qui a demandé l'établissement d'un droit de vingt francs par an et par mètre carré sur les annonces peintes et sur les voitures-réclames, est arrivé à faire renvoyer son amendement à la Commission ; mais M. Leydet qui a demandé la suppression du monopole de l'Etat pour la fabrication des allumettes et la liberté de fabrication, n'a pas eu le même succès, et le chapitre 3 de la loi de finances a été adopté.

Sur l'article 4 tendant à élever de 3 0/0 à 4 0/0 le revenu des valeurs mobilières, M. Rouvier a cru devoir prononcer un long discours.

Il a fait l'apologie de son projet de budget et cherchant à prendre la Chambre à la fois par la menace et par la flatterie, il a déclaré, d'une part, que les votes antérieurs de la Chambre mettaient celle-ci dans l'obligation d'aller jusqu'au bout et de ne reculer ni devant l'augmentation des impôts déjà existants ni devant l'établissement de nouveaux impôts, et il a ajouté d'autre part que le budget étant l'œuvre commune du gouvernement, de la commission et de la Chambre, ni la Chambre ni la commission ni le gouvernement ne doivent hésiter à se solidariser pour les impôts et pour l'emprunt.

Cet appel n'a pas paru toucher beaucoup la Chambre.

Si elle est fidèle à ses promesses, elle ne suivra pas le ministre des finances dans la voie funeste indiquée par lui.

Malheureusement les républicains tiennent à satisfaire le gouvernement et ils s'entendent quand il s'agit de dépouiller les contribuables.

Que sortira-t-il de toutes ces discussions, de tous ces projets ? Des impôts nouveaux ou le gâchis.

Or nous ne voyons point comment le gâchis sur les impôts nouveaux peut servir les intérêts du pays.

Voilà cependant ce que produit la gestion républicaine de nos finances.

6 heures.

M. le baron de Soubeyran soutient qu'il n'est pas nécessaire de voter des impôts nouveaux pour équilibrer le budget de 1891. L'impôt sur les allumettes donnera, en 1891, 40 à 41 millions de plus et le budget de 1890 donnera un excédent de recettes de 51 millions ; et c'est dans ces conditions qu'on vient demander 38 millions d'impôts nouveaux ?

Le contribuable français paye 104 fr. par tête, alors que dans les pays étrangers il ne paye que 24 fr., 38 fr. et 52 fr.

Le contribuable français supporte de plus la charge du service militaire et des 28 jours. De ce chef l'industriel français est dans une situation d'infériorité vis-à-vis de son concurrent étranger. Tous les députés ont promis de ne

pas voter d'impôts nouveaux. Le moment est venu de tenir sa parole.

L'état de la trésorerie ne laisse rien à désirer. Plutôt que de voter des impôts nouveaux il vaudrait mieux renoncer pour une fois à la règle d'après laquelle les prévisions de recettes doivent être établies sur la base des recettes effectuées dans la pénultième année.

Quand le budget de 1891 a été présenté on ne savait pas que l'exercice 1890 donnerait 55 millions d'excédent.

Pour terminer rapidement la discussion du budget, il faut renoncer aux impôts nouveaux qui seraient, pour le pays, des charges inutiles et nuisibles. (Très bien ! à droite.)

6 heures 30.

M. Camille Dreyfus trouve qu'il faut fournir au ministre les ressources dont il a besoin, mais il faut les prendre sur la richesse, et c'est pour cela qu'il déclare les demander à l'impôt sur le revenu.

M. Peytral s'élève contre le budget en discussion. Les réformes de M. Rouvier n'en sont pas.

M. Leydet présente la motion suivante : « La Chambre, résolue à repousser des impôts nouveaux, invite le gouvernement à faire un état des ressources résultant des plus values de 1889. »

M. Rouvier réplique que cela ne ferait que 12 millions ; il en manquerait encore 25.

M. Burdeau demande à la Chambre de repousser cette proposition qui viole la règle observée jusqu'ici.

La proposition de M. Leydet est adoptée par 345 voix contre 210, après les observations de MM. de Soubeyran, Vilfeu, Burdeau.

M. Rouvier, constatant que ce vote ne donne que 12 millions, demande à la Chambre de voter un relèvement de 4 0/0 sur les valeurs mobilières.

Si ce vote est acquis et si l'impôt sur les affiches proposé par M. Després est voté, le budget est équilibré.

Par 291 voix contre 248, le relèvement est adopté.

LES OBSÈQUES SOLENNELLES DU GÉNÉRAL SÉLIVERSTOFF

Hier matin ont eu lieu à Paris les obsèques solennelles du général Séliverstoff, assassiné à l'hôtel de Bade.

Le corps, qui avait été descendu il y a dix jours dans la crypte de l'église russe, a été remonté dans la chapelle et placé sur un superbe catafalque, orné de fleurs, de couronnes et de verdure, établi au milieu du dôme.

L'église était éclairée par des milliers de bougies et de cierges.

L'office a été célébré par l'archiprêtre Wasilieff, assisté de l'archidiacre Arsène et des autres popes de l'église russe.

Après la cérémonie religieuse, le corps du général Séliverstoff était transporté dans un corbillard de première classe, attelé de six chevaux conduits à la main.

Le deuil était conduit par deux neveux et une nièce du défunt.

Le Président de la République était représenté par M. le lieutenant-colonel d'artillerie Toulze, et M. de Maigret, lieutenant de vais-

